

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS — FRANCE  
TÉL. 320.36.20.  
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 701 EL SALVADOR: LA SITUATION EN MARS 1981

Durant plusieurs semaines, El Salvador a été projeté au premier plan de l'actualité internationale, par l'effet du changement de président aux Etats-Unis. Il est probable que ce pays va quitter la scène de la "grande information". Mais malheureusement pas la réalité quotidienne de l'atroce.

Le bulletin de "Socorro Jurídico" de l'évêché de San Salvador fait état, pour la période du 7 au 13 mars 1981, de la mort de 798 personnes (dont 681 paysans) du fait de l'action des forces de l'ordre; et de 317 (dont 112 paysans) pour la période du 14 au 20 mars.

Par ailleurs, Mgr Rivera, administrateur apostolique du diocèse de San Salvador depuis la mort de Mgr Romero, fait l'objet de critiques de plus en plus sévères de la part de certains milieux politiques d'opposition et des milieux religieux du diocèse.

Le texte ci-dessous résume le contexte socio-politique du pays et évoque le rôle joué par les trois archevêques successifs de San Salvador. En particulier l'auteur explique le comportement actuel de Mgr Rivera.

Pour des raisons évidentes de sécurité, le nom de l'auteur de ce rapport est tu.

Note DIAL

## EL SALVADOR, UN PAYS CONVULSÉ

Ce petit pays d'Amérique centrale, mesurant tout juste 21.000 km<sup>2</sup> et comptant cinq millions d'habitants, est pour l'heure devenu l'objet de l'information internationale en raison des derniers événements dont il est le théâtre.

Ce serait faire preuve d'un simplisme inacceptable que de vouloir analyser les faits actuels sans essayer de remonter aux causes; ce serait tomber dans un jugement unilatéral et injuste de cette nation.

Je me permets de présenter ici une synthèse des différents aspects économiques, politiques, sociaux et religieux, dont l'ensemble permet de comprendre la situation actuelle d'El Salvador. Je le fais en deux parties: 1) le contexte socio-politique; 2° l'attitude de l'Eglise.

### I- LE CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE

#### 1- Années 1928-1932

Une crise économique aiguë affecte particulièrement les classes populaires et prépare le terrain à une insurrection populaire. Le gouvernement noie dans le sang ce soulèvement. On estime à trente mille le nom-

bre de paysans tués. Depuis 1935 le pays est gouverné par des militaires, garants principaux d'un ordre établi selon lequel une minorité de riches domine la masse des pauvres. Depuis lors, on estime que tout ce qui s'oppose au régime est "communiste". A partir de cette date, c'est une suite de coups d'Etat et de contre-coups d'Etat, toujours militaires, selon les convenances des intérêts économiques des classes dominantes soutenues par les Etats-Unis.

## 2- Années 1950-1972

El Salvador est un pays essentiellement agricole et de monoculture. Le café est le principal produit d'exportation. Vers les années cinquante, la concurrence sur le marché international du café fait qu'on recourt à la diversification des produits agricoles avec la canne à sucre et le coton, et qu'on se lance dans un commencement d'industrialisation.

Il est, pour cela, tablé sur les prêts offerts par les Etats-Unis et sur l'organisation du "marché commun centro-américain". La conséquence en est que les meilleures terres sont utilisées pour la production à l'exportation ou expropriées pour des projets d'électrification. Le paysan continue de survivre grâce à ce que produit sa petite parcelle, quand il en a une; ou avec ce qu'il gagne à l'époque des récoltes de café, de coton ou de canne à sucre. Ce qu'il gagne à cette occasion lui permet de payer le fermage de la terre, les semences et les engrais.

Au plan politique, on assiste, sous l'influence des Etats-Unis, à une "ouverture démocratique" qui renforce le système en lui donnant à l'étranger une image de marque démocratique. C'est alors qu'apparaissent les partis politiques d'opposition, les organisations professionnelles et syndicales en milieu ouvrier et paysan. Le jeu politique devient de plus en plus dangereux pour la majorité gouvernementale car les partis d'opposition commencent à gagner les élections de députés et de maires. Le peuple manifeste ainsi son désir de changement du système. En 1972 l'opposition gagne les élections présidentielles. Mais ce triomphe populaire est trop fort pour la classe dominante: par fraude et par imposition on l'arrache au peuple.

Il est utile de rappeler qu'à cette époque existait une coalition de partis d'opposition appelée Union nationale d'opposition (UNO). Alors, "Napoleón Duarte, c'est l'homme"; il bénéficie de l'élan populaire et gagne les élections. Mais cela ne convient pas aux Etats-Unis ni à la classe possédante: Duarte et quelques-uns de ses camarades partent en exil (1).

Les résultats de cette période sont, pour le pays, les suivants:

a) L'alternative économique du marché commun centro-américain a été réduite à néant par la guerre avec le Honduras (juin 1969); elle a cédé la place à un commerce extérieur plus fluctuant et à une politique d'incitation fiscale aux investissements étrangers par libération d'impôts et proposition d'une main d'oeuvre "bon marché, abondante et soumise".

b) L'alternative politique de "l'ouverture démocratique" a également cédé sous le poids de la prise de conscience croissante du peuple et de sa puissance d'organisation; elle a cédé la place à la répression gouvernementale pratiquée massivement et sélectivement. C'est alors qu'apparaît de plus en plus souvent la justification idéologique du "communisme", du "gauchisme" ou de la "subversion internationale" pour tout ce qui s'oppose au régime.

---

(1) Cf. DIAL D 30, 44, 45 et 50 (NdT).

### 3- Années 1972-1977

Cette étape de notre histoire revêt les caractéristiques suivantes:

- a) On note une déception populaire vis-à-vis de toute élection.
- b) Il existe une répression gouvernementale à la fois massive et sélective. Cette répression se solde en particulier par les massacres de population à Chinamequita, à Tres Calles, et les victimes tuées au cours de manifestations étudiantes (2).
- c) Les groupes clandestins de gauche naissent ou se renforcent: Armée révolutionnaire du peuple (ERP), Forces populaires de libération (FLP), Forces armées de la résistance nationale (FARN). Ils se font connaître à travers quelques actes terroristes mais ne sont pas encore influents dans le peuple.
- d) La capacité d'organisation du peuple est beaucoup plus significative au niveau des nombreux groupes politiques, revendicatifs, syndicaux et sociaux. Il est intéressant de noter qu'ils naissent comme "non parlementaires", c'est-à-dire qu'ils ne croient pas aux élections. Ils naissent, non pas comme "communistes" ou "marxistes", mais comme exigence de survie pour la défense de leurs droits les plus élémentaires. En 1975 apparaissent déjà des fronts politiques regroupant plusieurs de ces organisations: le Bloc populaire révolutionnaire (BPR) et le Front d'action populaire unifiée (FAPU). C'est en 1977, après une deuxième fraude électorale, qu'apparaît un troisième front: les "Ligues populaires du 28 février" (LP-28). Entre les fronts populaires de masses et les groupes armés, des liens s'établissent au plan idéologique mais il n'existe aucune dépendance des uns ou des autres.
- e) Les partis d'opposition tentent toujours d'amener le pays à des élections, malgré les échecs passés.
- f) Le parti gouvernemental est soutenu par les Etats-Unis, par la classe dominante, par l'armée et les forces de sécurité. Tout ce qui s'y oppose est qualifié de "communiste", de "gauchiste" et de "subversif". D'où la phrase de Mgr Romero que "gauchiste en El Salvador veut dire populaire", et qu'on prêche "l'anticommunisme" non pour défendre des valeurs morales, mais pour protéger de puissants intérêts politiques et économiques. Le gouvernement a, lui aussi, ses organisations de base, les unes pour aider les populations et les autres pour espionner et attaquer le peuple. On connaît la fatidique organisation appelée ORDEN.
- g) La classe dominante s'organise à son tour car elle voit ses intérêts être mis en danger. Tantôt elles sentent que le gouvernement est faible, et exigent une main ferme contre les classes populaires. Tantôt elles freinent le gouvernement quand il essaie de faire des réformes. Parmi ces organisations, il y a en particulier l'Association nationale des entreprises privées (ANEP).
- h) Des groupes d'extrême-droite apparaissent aussi, aux noms divers: Main blanche, Union Guerrière blanche, Phalange, Escadron de la mort, Front anticommuniste (3).

### 4- 1977-15 octobre 1979

Le gouvernement cherche à écraser toute opposition. Il occupe militairement l'université. Il contrôle les médias et répand son idéologie

---

(2) Cf. DIAL D 202 et 370 (NdT).

(3) Cf. DIAL D 407, 420, 609 et 638 (NdT)

dans les milieux militaires. La répression se développe (4). Ou on est avec le gouvernement, ou on est "communiste". Les bases populaires se politisent. Aucune issue démocratique ne se dessine. Les jeunes militaires font un coup d'Etat. Le 15 octobre, de nombreuses personnes pensent qu'un changement va se produire (5).

#### 5- 15 octobre-31 décembre 1979

Les groupes populaires n'y croient pas et mettent à l'épreuve les intentions du nouveau gouvernement. Un certain nombre de conflits éclatent. Le gouvernement qui s'est constitué est pluraliste; il comprend des civils honnêtes. Mais c'est la main dure des militaires de droite qui finit par s'imposer. Pour ne pas faire le jeu de la "droitisation" de la junte, tous les civils honnêtes démissionnent le 31 décembre 1979. Ils ne sont pas parvenus à faire cesser la répression (6).

#### 6- Janvier-mars 1980

Les militaires proposent au Parti démocrate-chrétien d'entrer au gouvernement. Celui-ci pose certaines conditions et accepte. Aussitôt les démocrates-chrétiens honnêtes se rendent compte qu'ils servent de "couverture" pour les gouvernements démocratiques du monde. Couverture qui sert à occulter la répression contre les secteurs populaires. Ils renoncent donc (7).

Pendant cette période de jeunes militaires sont mutés. Par contre reviennent au pays les militaires qui avaient fui le coup d'Etat et collaboré à la répression lors du gouvernement antérieur.

Pour l'année 1980, on estime à dix mille le nombre des victimes, dont sept mille environ du fait des forces de sécurité, de l'armée et des groupes para-militaires (8). Il y a des disparus politiques. Beaucoup de gens fuient la répression. Ils sont cent mille en dehors du pays et des milliers dans les centres d'accueil de San Salvador.

#### 7- Mars 1980-Janvier 1981

Le plus significatif de cette période est l'accélération du processus politique populaire. Les groupes populaires s'unissent dans la Coordination nationale des masses. Les groupes armés de gauche se renforcent et on parle d'insurrection armée (9). Le Front démocratique révolutionnaire est constitué pour rechercher une issue politique (10). Mais toute expression politique est baillonnée.

El Salvador est en état de siège depuis mars 1980; à ce titre les citoyens sont privés de leurs garanties constitutionnelles. Tout moyen d'expression libre est réprimé. Des groupes para-militaires font leur apparition, dont l'Escadron de la mort qui compte dans ses rangs et parmi ses responsables des militaires et des membres des forces de sécurité qui assassinent de sang-froid et avec sadisme.

Les groupes de gauche commencent à rechercher un soutien extérieur. Certains pays offrent leur aide par le biais du Parti communiste salvadorien; c'est du moins ce qu'affirment les Etats-Unis dans le rapport de la CIA. Mais cette aide ne s'est pas concrétisée en totalité, par suite du blocus opéré par le Guatemala et le Honduras, sur pressions américaines.

---

(4) Cf. DIAL D 530, 533 et 541 (Ndt). (5) cf. DIAL D 583 (Ndt).  
(6) Cf. DIAL D 598 (Ndt). (7) Cf. DIAL D 639 (Ndt). (8) Cf.  
DIAL D 596, 622, 634 et 666 (Ndt). (9) Cf. DIAL D 670 (Ndt).  
(10) Cf. D 618 (Ndt).

Par contre les Etats-Unis, malgré les demandes répétées (11), ont continué d'envoyer une aide militaire au gouvernement. Pour sa part, celui-ci entend en finir avec la guérilla, même s'il lui faut faire "deux cents mille victimes", selon le prix que, d'après Duarte, coûterait cette "guerre".

Le Front démocratique révolutionnaire, dont la tâche est politique, se voit fermer la porte d'un combat politique, surtout depuis l'assassinat de ses principaux dirigeants (12). La guérilla s'est unifiée et a formé une direction unique. Tout indique que se prépare une offensive. Celle-ci est déclenchée le 10 janvier 1981, mais elle rate, dit-on, par manque de coordination et de matériel de guerre. Le combat n'en continue pas moins. Dieu sait les résultats. Beaucoup de gens meurent, dont l'immense majorité est massacrée sous le prétexte douteux de collaboration à la guérilla, sans jugement et sans appel possible (13). Pauvre peuple!

## II- L'ATTITUDE DE L'EGLISE

Je me réfère au diocèse de San Salvador car il est le lieu de plus grande vitalité. El Salvador compte cinq diocèses. L'archevêché est sans titulaire; il est administré par l'évêque de Santiago de Maria, Mgr Arturo Rivera Damas.

Il est connu que la conférence épiscopale est divisée à l'intérieur d'elle-même par l'idéologie et le comportement. Un des évêques a offert sa démission pour raison d'âge et de santé. Dans ces conditions, l'aide et l'accompagnement du peuple en collégialité épiscopale deviennent difficiles. Ainsi s'explique que la voix d'un évêque cherchant à prendre position puisse ne pas être en accord avec celle des autres.

Chaque évêque de San Salvador a marqué son temps, dans l'histoire de notre peuple. Et je peux, sans crainte de me tromper, dire que le Seigneur a donné au diocèse l'archevêque dont il avait besoin.

### 1- Mgr Luís Chávez y González (1939-1977)

Un homme humble, simple et prudent. Son oeuvre pastorale s'est concrétisée dans la catéchèse, les missions populaires, les mouvements apostoliques tels que les Cours de chrétienté, le Mouvement familial chrétien, la Jeunesse ouvrière chrétienne, la Jeunesse étudiante chrétienne. C'est également de son temps qu'ont commencé à naître les communautés ecclésiales de base. Son travail d'évangélisation s'est accompagné de la promotion humaine, en particulier en milieu paysan (14). Importantes aussi les coopératives paroissiales, les écoles radiophoniques et les cliniques de soins. Ce vieil évêque avait également un grand souci de formation du clergé. C'est à lui que l'on doit la fondation du séminaire interdiocésain San José de la Montaña qui, dans les premières années, était ouvert à toute l'Amérique centrale. C'est à lui encore que de nombreux prêtres doivent d'être allés étudier à l'étranger dans des universités prestigieuses. Il a inculqué à tout le clergé le souci des journées d'étude et de prière.

En janvier 1976, le point culminant de cette oeuvre a été la tenue de la première semaine de pastorale diocésaine qui s'est soldée par les choix fondamentaux suivants:

- 1) l'évangélisation à tous les niveaux comme priorité absolue;
- 2) la création de communautés ecclésiales de base;

---

(11) Cf. DIAL D 607 et 696 (NdT). (12) Cf. DIAL D 682 (NdT).

(13) Cf. le massacre du fleuve Sumpul, DIAL D 636 et 691 (NdT).

(14) Cf. DIAL D 232 (NdT).

- 3) le renouveau des structures existantes comme les paroisses, les vicariats épiscopaux, etc.;
- 4) la création des organes nécessaires pour mener à bien ces choix.

Mgr Luís Chávez y González a été vivement critiqué par la classe dominante comme "communiste". Il n'a pas non plus échappé à la critique interne à l'Eglise où certains le jugeaient "manipulé". Son attitude face au gouvernement a été d'essayer de défendre l'Eglise institutionnelle par le dialogue personnel. Sa démission a été acceptée en janvier 1977 et son successeur a été nommé en la personne de Mgr Oscar Arnulfo Romero.

## 2- Mgr Oscar Arnulfo Romero (1977-1980)

Le 28 janvier 1977, alors que Mgr Romero n'avait pas encore été intronisé, commence l'expulsion de prêtres étrangers dont certains après emprisonnement et torture. L'Eglise est, comme toujours, qualifiée de "communiste" et d'"alliée de la subversion internationale".

Mgr Romero commence son ministère pastoral d'archevêque le 22 février, à l'époque la plus dure de la répression contre le peuple et contre l'Eglise. Au début ce changement est sujet à caution. Bien vite, cependant, l'intense répression contre l'Eglise et contre le peuple, combinée avec la sensibilité de l'archevêque, fait que celui-ci prend position pour la défense de l'Eglise et du peuple. Les grands le renient parce qu'ils ne trouvent pas en lui l'allié qu'ils espéraient; les pauvres, par contre, voient en lui leur évêque. Ses frères dans l'épiscopat, pour la majorité, ne le comprennent pas.

Ce sont trois années infatigables, douloureuses. Sa voix prophétique dépasse les frontières. Six de ses prêtres et de nombreux catéchistes sont assassinés et le précèdent dans le don de soi. Mgr Romero est assassiné le 24 mars 1980.

Jusqu'à maintenant, la mort de Mgr Romero n'a pas été élucidée, en dépit des promesses formelles du gouvernement. Dernièrement on a essayé de salir sa mémoire en disant qu'il avait été "manipulé" et "innocent utile"; ou bien on s'est efforcé de fausser les faits en disant que c'était la gauche qui l'avait tué.

Mgr Romero a été un homme droit, sincère, mais non obstiné. Il reconnaissait ses limites humaines, de même que la richesse et la capacité éventuelles des autres. C'est pourquoi il était un homme d'écoute et de dialogue; il avait le sens de l'équipe. Mgr Romero était un homme de prière; après avoir écouté le point de vue des hommes, il se confiait au point de vue surnaturel de l'Esprit-Saint pour qu'Il l'assistât. Pour son action, il se référait aussi fidèlement à l'Eglise comme institution, l'Eglise de Pierre. "Ils ne me comprennent pas, répétait-il, mais derrière eux, pourtant, il y a le Christ." Peut-on dire d'un tel homme qu'il était "manipulé"?

En ce qui concerne sa mort, il y a des bruits et des indices, de la part de ceux qui l'ont complotée comme de la part de ceux qui l'ont concrétisée. Ce qui est sûr, c'est que le nom de Mgr Romero était, sur une liste de personnes à assassiner, signée par un front anti-communiste d'extrême-droite (15).

---

(15) Liste de 294 personnes condamnées à mort par l'Armée secrète anti-communiste". Cf. DIAL D 638 (NdT).

Ses dernières homélies ont fortement mis l'accent sur les points suivants:

- 1) le rejet de l'intervention des Etats-Unis et la demande de non livraison au gouvernement d'armes lui permettant de continuer à tuer les gens du peuple;
- 2) l'encouragement à l'union de la classe populaire pour la recherche d'une solution pacifique;
- 3) l'appel à la Démocratie chrétienne pour qu'elle réfléchisse sur le rôle qu'elle joue au gouvernement;
- 4) un appel solennel aux chefs militaires et aux soldats pour qu'ils cessent la répression. Il est symptomatique que, au cours des perquisitions et des fouilles effectuées après sa mort, les forces de sécurité déchiraient rageusement les photographies de Mgr Romero que le peuple vénère. Pour tout ceci et cela, je crois qu'il est facile de conclure où doivent se trouver les assassins.

### 3- Mgr Arturo Rivera Damas (avril 1980)

Quand Mgr Arturo Rivera Damas prend possession comme administrateur apostolique du diocèse, la situation a qualitativement changé. Il ne s'agit plus seulement de répression: il s'agit d'une phase pré-insurrectionnelle. Le charisme de Mgr Rivera est totalement différent: sa position est celle de chercher anxieusement à empêcher une guerre civile imminente.

Sur le plan politique, l'étape actuelle est caractérisée par la cruauté de la répression contre le peuple et contre l'Eglise. En 1980, on compte, outre l'assassinat de Mgr Romero, celui de quatre prêtres, de quatre religieuses et d'un séminariste, ainsi que la profanation d'églises et de tabernacles. De nombreux prêtres ont dû quitter le pays parce qu'ils étaient sérieusement menacés. Actuellement, on compte trente-trois paroisses sans cure. Les moyens de communication sociale de l'Eglise, radio et presse, ont été réduits au silence.

Du point de vue de l'Eglise, cette étape est caractérisée par une dénonciation prudente, comme si l'on avait peur de donner des arguments aux tenants de la guerre; mais elle est surtout caractérisée par la pastorale d'aide aux réfugiés, pour secourir les victimes de la situation. Dix centres ont ainsi été ouverts.

On ne peut nier que Mgr Rivera est objet d'incompréhension. De nombreuses personnes font le vide autour de lui, en le qualifiant de "non engagé". On ne peut nier que la confusion existe et que certaines communautés ont cherché à se transformer en mouvement contestataire (CONIP) (16). Mais ce mouvement n'a pas de signification déterminante dans le contexte global de la répression contre le peuple et contre l'Eglise. Il est naturel que le désespoir et l'angoisse du peuple fassent l'objet d'une plus grande préoccupation de la part de l'évêque.

Si l'on me dit qu'il y a des ambiguïtés et des confusions chez l'évêque, je réponds que l'ambiguïté existe dans tout le contexte politique du pays et que cela a nécessairement des répercussions à l'intérieur de l'Eglise. Par ailleurs, Mgr Rivera est un homme seul, face aux diverses

---

(16) CONIP: "Coordination nationale de l'Eglise populaire", nouveau nom d'une tendance du mouvement des communautés ecclésiales de base. La CONIP a fait l'objet d'une mise en garde de Mgr Rivera le 28 décembre 1980 (NdT).

pressions de signes opposés. J'ajoute que Mgr Rivera n'est que l'administrateur du diocèse, situation qui ne s'est que trop prolongée, et au-delà du nécessaire, dans l'actuelle situation conflictive du pays. Il est à l'heure actuelle très difficile d'être archevêque dans un pays convulsé, et encore plus difficile de n'être qu'administrateur apostolique. Je crois que Mgr Rivera fait ce qu'il estime devoir faire et ce qu'il "peut" faire.

### Conclusion

Pour finir, je pose quelques questions angoissantes, qui sont comme des appels adressés à qui veut bien les entendre.

Que faire pour que la répression et la tuerie cessent en El Salvador? Je ne parle pas de la mort selon la "logique" fatale d'un affrontement, mais de la mort sadique appliquée de sang-froid par le gouvernement à une population sans défense. Que faire pour qu'aucune puissance étrangère n'intervienne militairement en internationalisant le problème?

Que faire pour arrêter une guerre fratricide? Que faire pour que l'Eglise du diocèse de San Salvador ne se sente pas seule? Que faire pour soulager la souffrance, l'abandon, la pauvreté d'un peuple qui fuit la répression gouvernementale?

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441